Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 23 JUILLET 2007

AFFAIRE SUIVIE PAR C VIANDE
TEL. 04.76.60.48.54.
N°29467

ARRETE N° 2007-06497

LE PREFET DE L'ISERE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Portant agrément de l'exploitation des installations de stockage, de dépollution et de Démontage de véhicules hors d'usage

Agrément n° PR 38 00031 D

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1er (I.C.P.E.) ;

VU la loi n° 2000-727 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21 ;

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977, modifié, notamment les articles 18 et 43-2

VU le décret n°91-732 du 26 juillet 1991 modifié, relatif à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie ;

VU le décret n°2003-727 en date du 1er août 2003, relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 11 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005, relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules , des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89- 3269 bis en date du 19 juillet 1989, ayant autorisé la Société CHAVANOZ AUTOPIECES à exploiter une installation de stockage et de récupération de véhicules automobiles hors d'usage située route de Belmont à CHAVANOZ. ;

VU le « donné acte » de changement d'exploitant , délivré le 15 juin 2001 à la Société Nouvelle CHAVANOZ AUTOPIECES ;

VU la demande d'agrément présentée par la Société Nouvelle CHAVANOZ AUTOPIECES le 7 Juin 2006,afin d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage dans son établissement situé sur la commune de CHAVANOZ ;

VU les documents complémentaires fournis le 26 avril 2007 par la Société précitée ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, en date du 10 mai 2007 ;

VU la lettre en date du 5 juin 2007, invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 13 juin 2007 ;

VU la lettre ,en date du 14 juin 2007, transmettant à la Société intéressée le projet d'arrêté concernant son établissement ;

VU la réponse du pétitionnaire, reçue le 13 juillet 2007, faisant part de son accord sur le projet d'arrêté complémentaire portant agrément pour le démontage des véhicules hors d'usage :

CONSIDERANT que la demande d'agrément présentée par la Société Nouvelle CHAVANOZ AUTOPIECES comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage , de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

CONSIDERANT qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer des prescriptions complémentaires à ladite Société, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er –La Société Nouvelle CHAVANOZ AUTOPIECES sise 21, route de Belmont 38230 CHAVANOZ,est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage dans son établissement situé 21, route de Belmont à CHAVANOZ .

L'agrément est délivré pour une durée de six ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 La Société Nouvelle CHAVANOZ AUTOPIECES est tenue , dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1er du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

L'arrêté préfectoral n° 89- 3269bis en date du 19 juillet 1989, est complété par les articles suivants :

« .3.1. Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides , des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.

3.2.. Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage , sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

Les emplacements dédiés à l'entreposage des véhicules hors d'usage, qui n 'ont pas été dépollués conformément aux dispositions du 1er de l'annexe de l'arrêté du 15 mars 2005, doivent être obligatoirement couverts d'un revêtement imperméable .Cependant, cette condition peut être jugée satisfaite su l'exploitant(a pris les dispositions pour éviter tous écoulements sur le sol provenant des véhicules à risques (mise en place de films protecteurs de dispositifs de collecte et rétention de ces écoulements).

3.3. Les batteries, les filtres et, le cas échéant, les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts..

3.4..Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîte de vitesse , huiles de transmission, huiles hydrauliques, huiles de refroidissement, antigels et de freins, acides de batterie, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.

3.5. Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie .La quantité entreposée est limitée à 100 m3. Le dépôt est à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment.

3.6. Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées mentionnés aux articles 3.1. et 3.2., y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par le passage dans un décanteur-déhuiileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivants :

--pH compris entre 5,5 et 8,5 ,
--matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l si le flux maximal journalier est inférieur à 15 kg/j , sinon la valeur de 35 mg/l sera retenue,
--hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l
--plomb inférieur à 0,5 mg/l.

ARTICLE 4

La Société Nouvelle CHAVANOZ AUTOPIECES située à CHAVANOZ, est tenue d'afficher de façon visible, à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

ARTICLE-5-Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques..

ARTICLE 6 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de

l'Environnement. En cas d'accident, il sera tenu de lui remettre un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, modifié.

ARTICLE 7 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE-8—En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en conformité du site e les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, modifié.

Les mesures précitées , relatives à la mise en sécurité , comportent notamment :

--l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
--des interdictions ou limitations d'accès au site,
--la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
--la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale , compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise, dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 34-2 du décret du 21 septembre 1977.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article 34-3 du décret précité. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrits par arrêté préfectoral , au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 9 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de CHAVANOZ, pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant. Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 11 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 12 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, le Maire de CHAVANOZ et l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée.

GRENOBLE, le 23 JUIL. 2007

LE PREFET

Michel MORIN

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N°2007-06497 en date du 23 juillet 2007

LE PREFET

Michel MORIN

CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N° PR 38 00031 D du 23 Juillet 2007

1-) Dépollution des véhicules hors d(usage

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

-les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés,
--les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés,
--les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuit d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
--les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
--les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R 318-10 du Code de la Route et qui ont été rendus identifiables à cette fin, sont retirés.

2-) Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

--pots catalytiques,
--composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium,
--pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides, etc)
--verre

-Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange..

3-) Traçabilité

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R322-9 du Code de la Route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du Règlement CEE n° 259/93 du 1er février 1993 , concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement , un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4-) Réemploi

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement , un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4-) Réemploi

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L 221-1 du Code de la Consommation..

5-) Dispositions relatives aux déchets

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des Titres 1er et IV du Livre V du Code de l'Environnement.

6-) Communication d'information

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au Préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie , le cas échéant, sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

7-) Contrôle par un organisme tiers

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation avec les dispositions de son arrêté préfectoral et avec les dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

--vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le Règlement CEE n° 761/:2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
--certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert ;
--certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification seront transmis au Préfet du département dans lequel se situe l'installation..